

COURS DE FINANCE INTERNATIONALE

Niveau : Master 1 Economie Bancaire

Présenté par Dr. CHEMMA Nawal.

Maitres de conférences, Université de Relizane.

Faculté des sciences économiques, commerciales et sciences de gestion.

2021-2022.

Pourquoi la financement international :

Actuellement, la pluparts des entreprises est définie comme une entité privée qui opère dans plusieurs pays étranger via un réseau de filiales, ou de bureau de représentation. Les entreprises multinationales disposent de siège et de quartiers généraux dans le monde entier. Beaucoup d'entre elle sont détenues par des actionnaires à la fois nationaux et étrangers au pays de leur siège ; leur gestion s'effectue généralement dans la perspective d'un marché mondial...d'où vient le phénomène de la GLOBALISATION.

La globalisation désigne que le marché doit être appréhendé comme une totalité. Il doit donc de plus en plus débarrasser des différentes réglementations tenant à l'existence des Etats nation. Telle est la condition préalable de la globalisation.

Transposé au plan de la finance, l'idée de la globalisation s'impose. Le produit est ici par nature plus mobile. De plus, si le passage d'un produit financier à un autre implique des risques spécifique en particulier le risque de change ou celui tenant aux réglementations nationale, ceux-ci, se sont au cours des années récentes soit fortement atténués, soit sont devenus susceptibles d'être assurés par des procédés de plus en plus diverses.

La globalisation sur le plan financier, plus encore que pour les groupes industriels, implique que la situation dans tel ou tel pays, d'une banque universelle, d'une compagnie d'assurance ou même d'une société de bourse.

Environnement Financier International

On ne saurait considérer que l'on peut vraiment étudier la finance internationalisée sans continuer à prendre en compte l'interface nation-monde, ou bien la relation d'un pays avec le reste du monde, la prise en considération de celle-ci conduit à considérer d'abord la balance des paiements, marchés de changes, et les marchés de capitaux.

Chapitre 1 : La balance des paiements

I. Concepts et règles de construction :

1. Définition :

La balance des paiements est un document comptable qui retrace pour une période donnée (l'année en général), les opérations commerciales financières et monétaires entre un pays et le reste du monde.

Autrement dit la BDP constitue le cadre comptable qui couvre toutes les transactions d'échanges de biens et services entre résidents et non-résidents, mais aussi les mouvements de capitaux et toutes les autres variations d'avoirs et engagements extérieurs des résidents résultants d'opérations économiques.

2. Les principes généraux de comptabilisation :

La balance des paiements obéit aux règles de la comptabilisation. Toute opération fait donc l'objet d'un double enregistrement en crédit et en débit, et la balance des paiements est par construction équilibrée.

II. Les comptes de la balance des paiements :

L'ensemble des opérations inscrites dans la balance des paiements est regroupé en comptes selon la nature.

Il y a trois grands comptes : le compte des transactions courantes, le compte capital et le compte financier.

3. Le compte des transactions courantes :

Le compte des transactions courantes ou compte courant est lui-même subdivisé en balances : la balance commerciale, la balance des services, la balance des revenus et la balance de transfert.

- ✓ La balance commerciale : elle enregistre les flux de biens. On y recense, les opérations de ventes (exportations) et d'achats (importations) de marchandises entre un pays et le reste du monde. ($X_p - M_p$: exportations des biens – Importations des biens = exportations $< > = \geq \leq$ Importations)
- ✓ La balance des services : appelée aussi balance des invisibles, elle retrace les opérations portant sur les échanges qui ne sont pas matérialisées au passage des frontières : services vendus-services achetés (\cdot^+ services).
- ✓ La balance des revenus : elle enregistre les échanges des revenus : les revenus des salariés travaillant à l'étranger ; les revenus d'investissement et placements sous forme de dividendes et d'intérêts et les revenus de la propriété intellectuelle (droits d'auteurs). (\cdot^+ revenus primaires = revenus primaires reçus 'suite a la participation a la production comme salaire, dividendes', et les revenus primaires versés).
- ✓ La balance de transferts courants : les transferts courants ou unilatéraux sont des opérations sans réciprocité, sont des revenus qu'ont reçoit sans participer directement a la production comme les transferts résidents algériens a l'étrangers, pensions de retraites reçu de l'étrangers (\cdot^+ transferts courants = transferts reçus - transferts versés).

Le solde de :

- La balance	}	commerciale	= balance des transactions courantes (solde courant)
- balance des		invisibles	

$(\cdot^+ \text{ services}) (\cdot^+ \text{ revenus primaires}) (\cdot^+ \text{ transferts courants}) = \text{balance des invisibles}$

Si le solde de la balance des invisibles est positive il s'agit des excédents c'est a dire que les :

Recettes des : services, revenus primaires, transferts courants sont supérieur au dépenses

Par contre si le solde de la balance des invisibles est négative il s'agit d'un déficit c'est à dire que les recettes des : services, revenus primaires, transferts courants sont inférieure au dépenses.

Lorsque le solde du compte courants est négatif il y a un besoin d'endettement vis à vis de l'étrangers.

Calcule :

$$\text{Solde} = \text{exportation} - \text{importations}$$

$$\text{Taux de couverture} = (\text{exportation} / \text{importations}) \cdot 100$$

4. Le compte capital :

Le compte capital regroupe deux catégories d'opérations (ce montant est très faible) :

- Les transferts en capital effectués par les migrants et les remises des dettes des administrations publiques et des autres secteurs au profit du secteur public.
- Les acquisitions d'actifs non financiers non produits concernent les avoirs incorporels tels que l'achat ou la vente de brevets, les marques.

5. Le capital financier :

Dans ce compte on enregistre les mouvements de capitaux qui retracent les flux des créances et des engagements entre les résidents et les non résidents.

Généralement on distingue cinq catégories de ce type de mouvements de capitaux :

- ✓ Les crédits commerciaux : il s'agit essentiellement des crédits liés au commerce extérieur et destinés à assurer le financement des exportations ou des importations.
- ✓ Les investissements directs à l'étranger (IDE) y compris les bénéfices réinvestis. les investissements directs sont effectués par des nationaux

à l'étranger, ou par des non résidents dans le pays, qui consiste à créer réellement des entreprises, des emplois, contribuer à la croissance économique, paiement d'impôts.

- ✓ Investissements de portefeuille : sont des placements financiers sous la forme d'opérations d'achats et de ventes de valeurs mobilières et instrument du marché financier avec l'étranger, elle consiste juste un investissement dans le marché financiers, l'investisseur achetés soit des actions et des obligations pour faire de la spéculation et dégagera un bénéfice et il le prendra dans son pays d'origine.
- ✓ Autres investissements : ils concernent le secteur public et correspondent aux investissements qu'effectuent les gouvernements à l'étranger et leur participation au capital des organismes internationaux.
- ✓ Prêts et emprunts : ils prennent la forme de crédits à moyen et long terme et correspondent soit à des prêts accordés à l'étranger soit à des emprunts obtenus de l'étranger.

La balance comporte aussi un autre élément appelé « écart statistique » ou « erreurs ou omissions ». Il est destiné à équilibrer la balance des paiements en cas d'écarts inexplicables dus à des difficultés d'enregistrement ou à des données pouvant manquer de précision, voire qui n'ont pas été enregistrées du tout sur la balance (par exemple lorsque on exporte on a pas immédiatement le paiement de ses exportations...etc.)

Le solde de :

+ Les crédits commerciaux, + Emprunts et prêts, + IDE, + Investissements de portefeuille, + Autres investissements

=

Balance des capitaux et des opérations financières

Si le solde financier :

Ne peut pas combler le déficit courant, ce sont les avoirs en réserve qui rétablisse l'équilibre ou l'endettement si la banque centrale ont assez d'avoir en change ou s'il faut s'endetter.

III. Les soldes de la balance des paiements :

1. Le solde de la balance commerciale :

Appelé aussi solde commercial mesure la différence entre les exportations et les importations.

Le solde commerciale permet d'apprécier la place du pays dans la division internationale du travail, son degré de dépendance vis-à-vis de l'extérieur et son degré de compétitivité.

2. Le solde de la balance des transactions courantes :

Il regroupe le solde commercial, les soldes des opérations des services, de revenus et de transferts courants.

Il est économiquement très significatif parce qu'il reflète la compétitivité d'une économie nationale et indique de façon simplifiée la position de ce pays vis-à-vis du reste du monde : un excédant de la balance des transactions courantes signifie que le pays produit plus qu'il consomme et investit.

3. Le solde de la balance de base :

Le solde de la balance de base englobe en plus du solde du compte des transactions courantes le solde des mouvements de capitaux à long terme et des transferts en capital.

Son examen permet une appréciation réelle de la situation économique extérieure.

4. Le solde de la balance globale :

Reprend le solde de la balance de base et y ajoute les flux de capitaux à court terme du secteur privé non bancaire.

Si la balance de base reflète la situation économique extérieure d'un pays, la balance globale mesure sa position financière nette.

NB

Lorsque le solde de la balance est positive, ça veut dire que le pays dégage des bénéfices en devise plus qu'il en a besoin, il va les investir à l'étranger comme la Chine qui achète des parts dans les entreprises américaines et européennes. Par contre, s'il est déficitaire le pays s'endette des pays étrangers et cet endettement ne peut pas être constant il faut trouver le moyen pour diminuer le déficit, si le pays continuera de s'endetter, il y aura une faiblesse générale de l'économie du pays c'est le cas de l'Argentine. Il y a que l'Amérique qui peut se permettre de financer ce déficit à travers le financement des firmes étrangères.

Chapitre 2 : Marché de Change :

I. Change et marché de change :

1. Le règlement des échanges

Chaque pays ayant sa propre monnaie, Toute relation économique avec l'étranger exige une opération de change puisque la monnaie nationale doit être convertie dans la monnaie du pays avec lequel se réalise la transaction. Le taux de change, qui exprime la valeur d'une monnaie dans une autre, permet ainsi à un importateur de connaître la quantité d'euros qu'il devra fournir pour obtenir le montant en dollars, yens, etc. Exigé par l'entreprise étrangère.

2. Qu'est ce que le marché des changes :

Le **marché des changes** est un marché où s'achètent et se vendent les devises. C'est-à-dire, les monnaies étrangères convertibles. La confrontation de l'offre et de la demande de devises permet la détermination du prix d'une devise dans une autre (cours de change).

Le **marché des changes** fonctionne en continu, c'est-à-dire que les cours de change des différentes devises, qui sont toujours déterminés par rapport au dollar, peuvent se modifier constamment, en fonction des offres et des demandes qui apparaissent à un endroit de la planète. On peut donc observer sur le marché des changes une multitude de cours successifs.

II. Changes fixes et changes flottants :

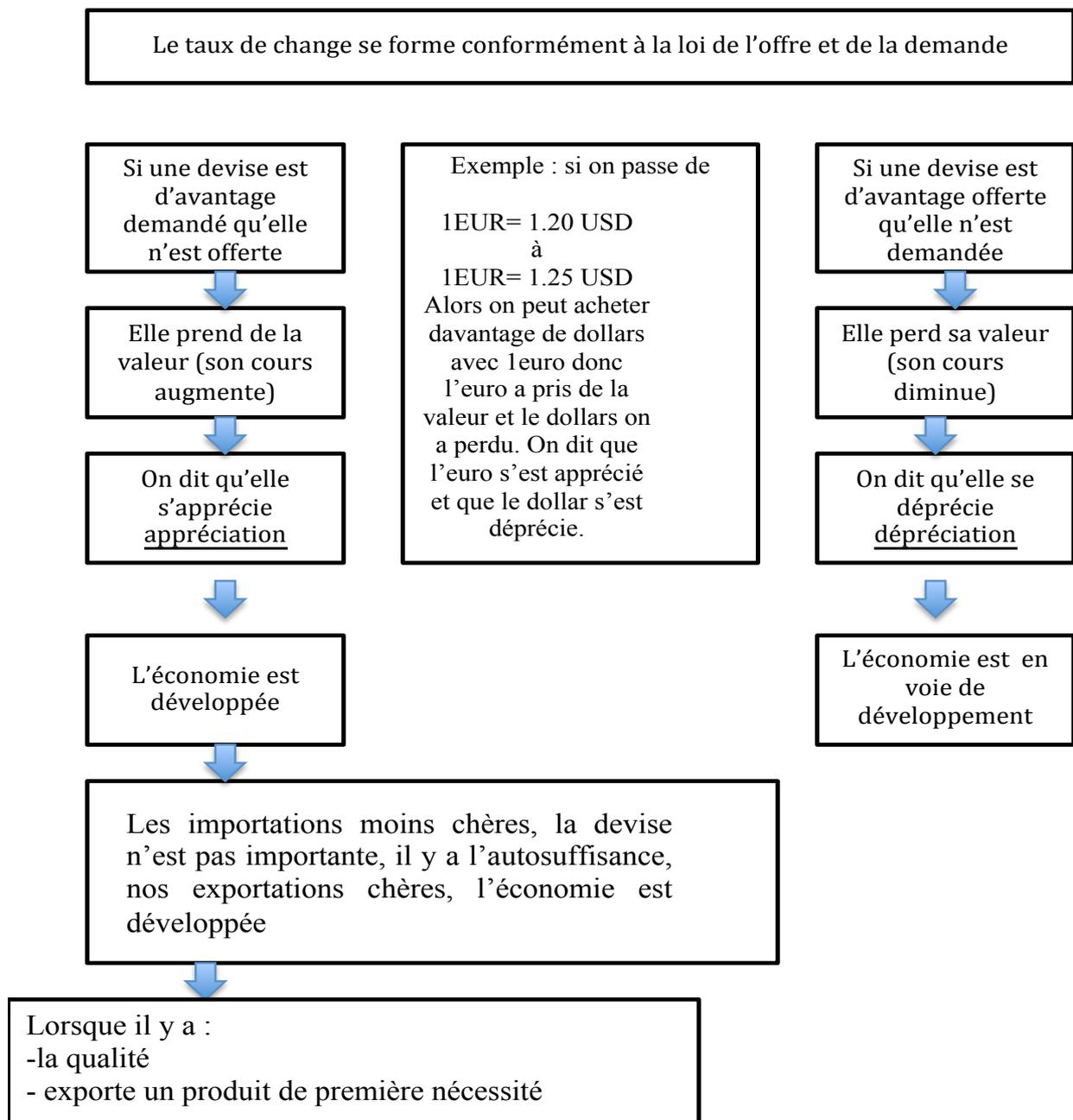
1. Le système des changes flottants :

Dans un tel système, le taux de change d'une monnaie varie librement sur le marché des changes au gré à gré des efforts et des demandes pour cette monnaie. La banque centrale n'est donc pas obligée d'intervenir pour vendre ou pour acheter sa propre monnaie ou des devises. Plus une devise est demandée plus son taux de change par rapport aux autres augmente. Une devise est davantage demandée qu'offerte sur le marché des changes lorsque le pays émetteur de cette devise connait des excédents commerciaux. Puisque les

exportateurs désirent recevoir leur propre monnaie. A l'inverse, un pays dont la balance commerciale est déficitaire voit sa monnaie davantage offerte (par les importateurs qui cherchent des devises) que demandée.

Le dollar, l'euro, et le yen sont aujourd'hui des monnaies qui « flottent », c'est-à-dire que le taux de change (entre elles ou avec les autres devises) varie constamment.

Système des changes flottants

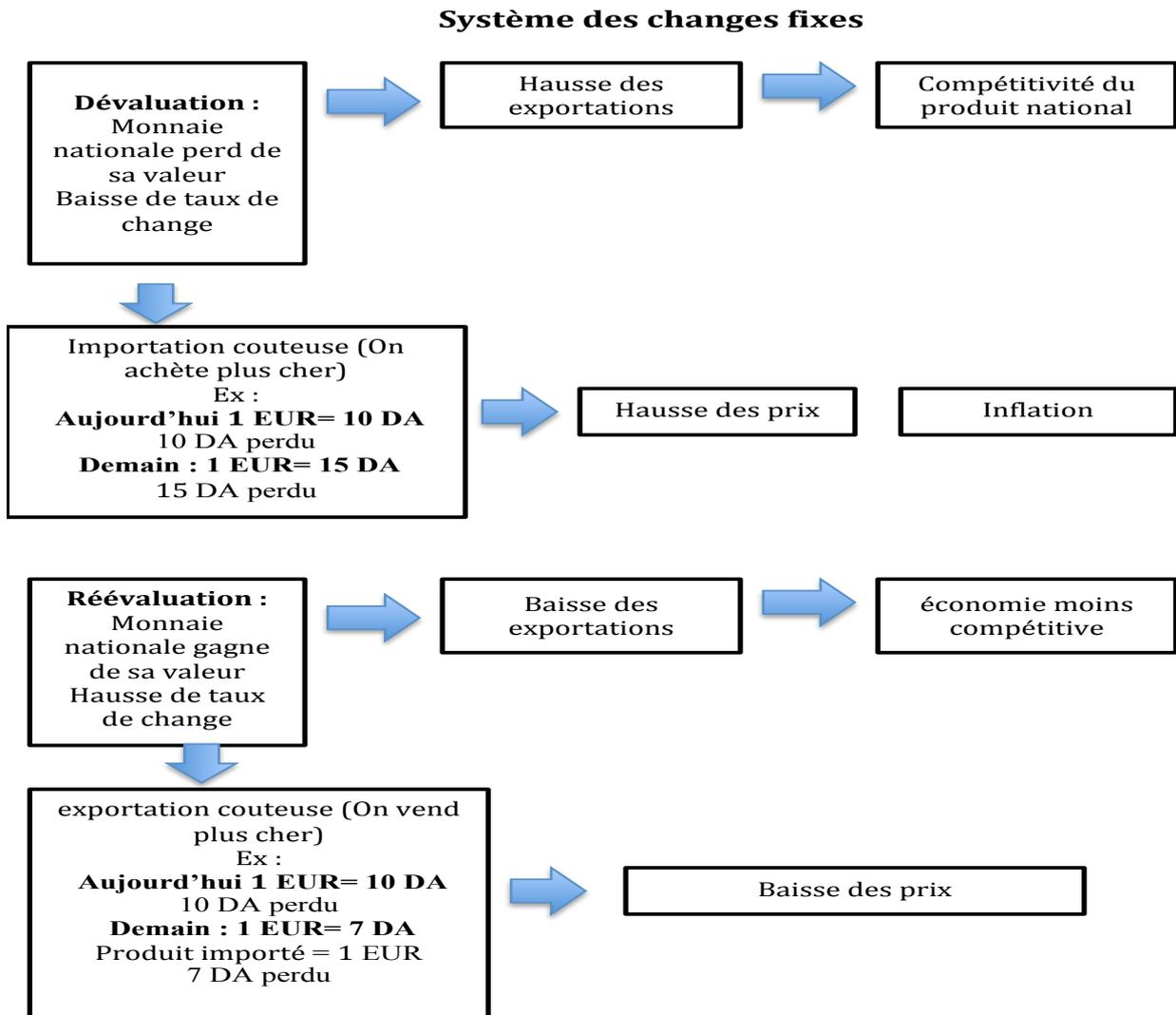


2. Le système des changes fixes :

Certains pays peuvent s'entendre pour éviter que les fluctuations désordonnées de leurs monnaies n'entravent leurs relations commerciales. Ils vont donc instaurer des taux de change fixes et stables entre leurs monnaies. A la suite d'accords internationaux, qui définissent un système monétaire international, les taux de change sont déterminés par référence à un étalon à une autre devise (le dollar).

Les banques centrales des pays signataires d'un accord ont alors l'obligation d'intervenir sur le marché des changes fixés (il peut y avoir des fluctuations).

Lorsque la parité ne peut plus être maintenue, il faut procéder à une modification du taux de change fixé, par une dévaluation, ou une réévaluation de la valeur officielle de la monnaie.



La distinction entre changes fixes et changes flexibles :

La distinction entre changes fixes et changes flexibles permet de comprendre la différence entre dévaluation (ou réévaluation) et dépréciation (ou appréciation). C'est dans un système de changes flexibles qu'une monnaie se **déprécie**, lorsqu'elle perd de sa valeur par rapport à d'autres devises sur le marché des changes. Cela peut être un processus très lent du a une main invisible, à la différence d'une **dévaluation** qui est une décision, prise à un instant donné par les autorités monétaires, laquelle consiste à diminuer la valeur de la monnaie par rapport à un étalon de référence. **Dévaluation ou réévaluation** ne peuvent se produire que dans un système de changes fixes.

III. Risque de change et opération de change à terme :

1. Qu'est ce que le risque de change :

Les entreprises réalisent des transactions avec l'étranger sont parfois soumises à des risques particuliers, liés aux fluctuations des cours des monnaies, lorsqu'il existe un certain délai entre la facturation d'une opération et son règlement monétaire.

Prenons le cas d'un importateur Algérien qui doit verser des dollars à son fournisseur étranger. Il connaît, au moment précis de la négociation, la quantité de dinars nécessaire à l'achat des dollars (grâce au cours du change en vigueur). Mais si le dollar voit sa valeur s'accroître par rapport aux dinars entre la négociation et le règlement définitif, l'importateur devra fournir davantage de dinars, ce qui réduira ses résultats. Le risque de perte est le risque de change.

Bien sûr, dans le cas inverse, c'est-à-dire si le dollar baisse, l'importateur pourra augmenter ses bénéfices.

L'importateur ne sait pourtant pas au départ comment va évoluer le cours de la demande de la monnaie de règlement. Il peut parier sur une baisse, ce qui représente une spéculation (espoir de gain si le pari est gagné). Il peut aussi chercher à limiter ou à éviter le risque de change. La couverture du risque de

change correspond aux moyens lui permettant de se protéger des risques de variation des cours.

2. Marché des changes au comptant et marché à terme :

Sur le marché des changes au comptant (spot), l'achat et la vente de devises se réalisent à un coût déterminé, le règlement intervenant immédiatement (48 heures, délai ramené à 24 heures entre les États-Unis et le Canada). Sur le marché des changes, on peut aussi réaliser des opérations des changes à terme. On parlera alors de marché des changes à terme pour ces opérations où le règlement intervient à une échéance plus au moins lointaine et à un coût déterminé au départ peut aller de quelques jours à plusieurs années.

Chapitre 3 : Marché des Capitaux :

La libéralisation des marchés de capitaux dans les années 80 s'est traduite par une explosion des volumes échangés sur les différents marchés financiers.

Ce mouvement, qui suit l'internationalisation des économies et l'accroissement des déséquilibres mondiaux se traduit par :

- Une déconnexion entre la sphère réelle et la sphère financière
- Une explosion des marchés de capitaux
- Une instabilité croissante du système financier international.

Après avoir revu l'organisation des marchés de capitaux, nous verrons comment ces marchés ont explosé depuis les années 80. Puis, nous tenterons d'appréhender les conséquences du développement des marchés de capitaux.

I. Le financement de l'activité économique

Les différents acteurs de l'activité économique peuvent être regroupés en deux catégories :

- Ceux qui disposent d'excédent de financement (offreurs).
- Ceux qui doivent financer des déficits de financement (demandeurs).

Les marchés financiers permettent à ces différents agents de se rencontrer afin que les agents économiques ayant des besoins de financement puissent trouver des ressources financières disponibles.

Ce rôle essentiel des marchés financiers permet alors de financer l'activité économique.

1. les marchés de capitaux :

Les marchés de capitaux assurent le financement de l'activité économique que ce soit à court terme (marché monétaire) ou à long terme (marché financier).

On distingue deux types de marchés de capitaux :

Le marché monétaire :

Définition : marché des capitaux à court terme ou s'échanges des titres courts contre des liquidités.

Modalités de fonctionnement :

On distingue deux compartiments :

- Le marché interbancaire : ce marché est réservé aux investisseurs institutionnels, essentiellement les banques et les sociétés d'assurance, qui se prêtent et empruntent des capitaux sur des échéances de courte durée, les établissements financiers qui ont besoin de monnaie demandent à d'autres établissements financiers qui ont des excédents de satisfaire leur demandes en terme de liquidités, avec l'intervention de la banque centrale pour réguler ce marché afin de maîtriser la quantité de monnaie en circulation et le niveau des taux d'intérêt.
- Le marché des titres des créances négociables (TCN) : est réservé aux investisseurs. Sur ce marché on échange des titres des créances négociables, on trouve les agents financiers et non financiers (tout les agents économiques), ce marché permet aux agents qui ont besoin de liquidités d'émettre des titres pour avoir de monnaie et les agents qui ont des excédents d'acheter ces titres. Ce marché est une source de financement à court terme interentreprises. L'utilité de ce marché permet aux entreprises de s'en passer de l'intermédiaire bancaire à des conditions moins intéressantes.

Dans le cas où le besoin de financement concerne une échéance plus longue, l'agent en déficit de financement s'adressera au marché financier

Le marché financier (la bourse)

Définition : marché des capitaux à long terme

Modalités de fonctionnement :

Sont échangés sur ce marché les titres de valeur mobilière (actions et obligations)

On distingue deux compartiments :

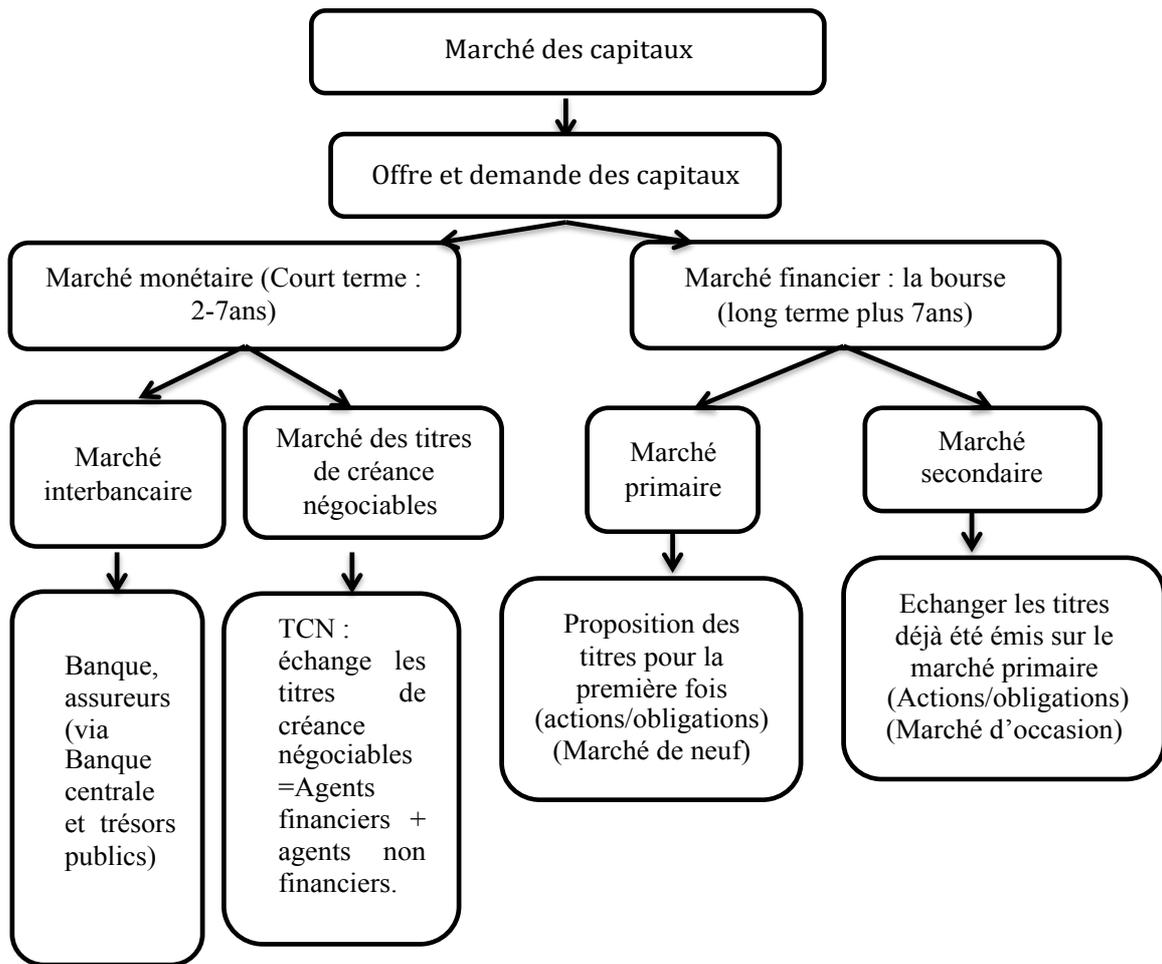
Le marché primaire sur lequel sont cédés les titres nouvellement émis par les agents ayant des besoins de financement.

Le marché secondaire sur lequel ces titres sont échangés entre agents

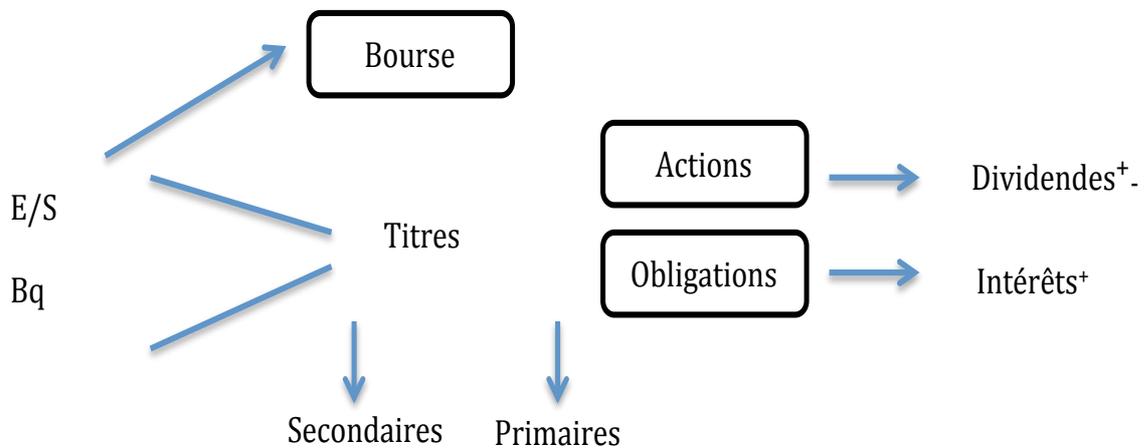
économiques.

Les agents économiques qui interviennent sur ce marché pour obtenir des capitaux peuvent soit émettre **des actions** soit émettre **des obligations** : une action représente une part du capital d'une société, qui donne à un droit de vote et à une part du bénéfice de l'entreprise (dividende en cas de perte et de gain). Le marché obligataire pour sa part est le lieu où les agents économiques s'échangent des parts des emprunts émis par des agents économiques en déficit de financement. La détention d'une obligation donne droit à la perception d'un intérêt (uniquement le gain) ; le prêteur récupère son capital lorsque l'obligation arrive à son échéance.

Le marché des capitaux



Marché financier



Chapitre 4 : Régulation Financière

Les organismes de régulation :

Le système financier et monétaire international s'est construit autour de deux polices complémentaires : les organisations internationales, principalement celles de Bretton woods, et un corpus de normes propres à unifier les pratiques de supervision financière et bancaire.

Système Bretton Woods

Présentation

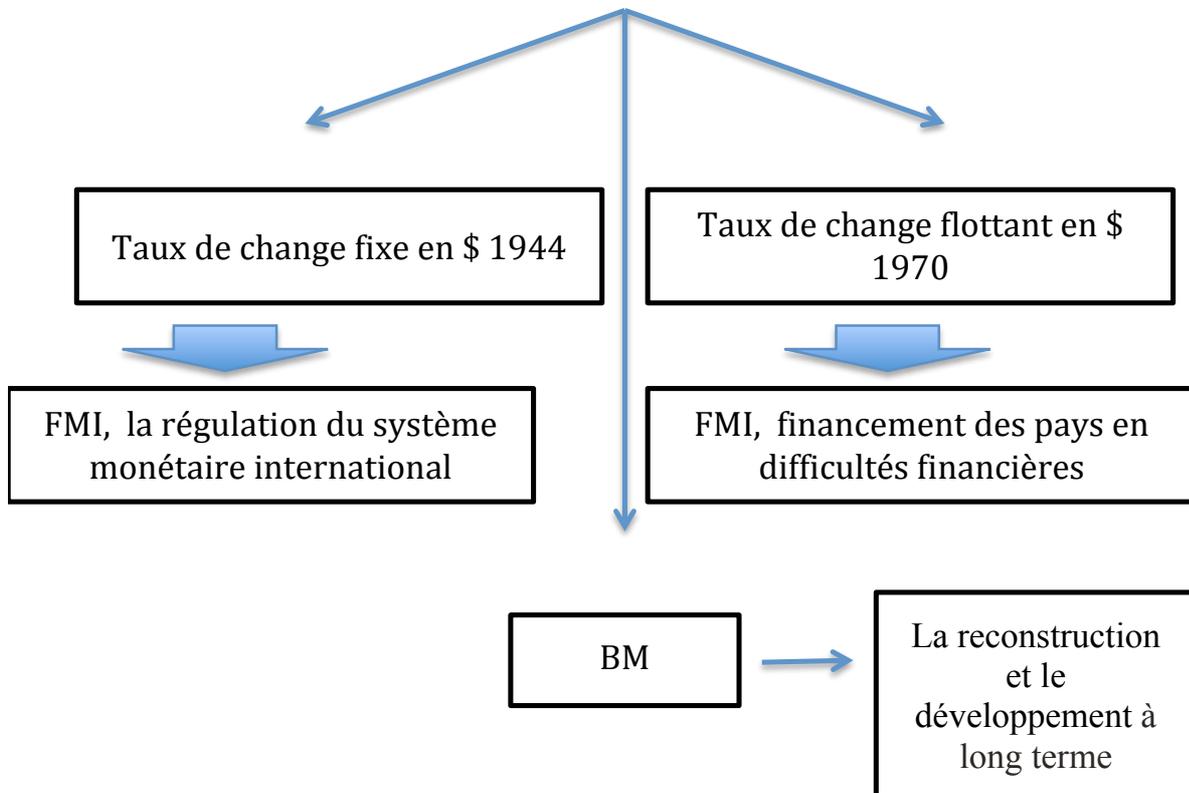
Pour éviter que ne se reproduisent les dérives monétaires de l'entre-deux guerres mondiales et la multiplication des dévaluations compétitives notamment la crise financière de 1929 causé par la surévaluation des monnaies, les accords de Bretton woods (ville de US) sont signés en 1944 entre 44 pays afin de mettre en place un cadre monétaire stable à l'échelle internationale. Ces accords comprenaient, en premier lieu, la mise en place d'un système de taux de change fixe. Toutes les autres monnaies sont convertibles en dollar sur la base d'un taux de change fixe et le dollar était lié à l'or.

Les accords de Bretton woods scellent la création du fonds monétaire international, le FMI. Celui-ci est le garant de la stabilité des changes. Ainsi, les Etats doivent demander l'autorisation au FMI pour des changements de parité dépassant 10 %. Enfin, le Fonds disposant de ressources émanant des pays adhérents, les quotes-parts. Ce sont les banques centrales des pays membres de cet accord qui sont garantes du respect des taux de change.

Les accords de Bretton woods ont donné lieu également la création de la banque mondiale.

Fig. Bretton Woods

Les règles de Bretton Woods



1. FONDS MONETAIRE INTERNACIONAL

L'institution devait à l'origine garantir la régulation et la stabilité du système monétaire international, dont l'écroulement au moment de la Grande dépression des années 1930 avait eu des effets catastrophiques sur l'économie mondiale. Après 1971, la dissociation du dollars de l'or et l'introduction du système de change flottant, le FMI a hérité d'un nouveau rôle celui de financement des pays en voie de développement et qui font face à des crises chroniques liées à leur déficit au balance des paiements.

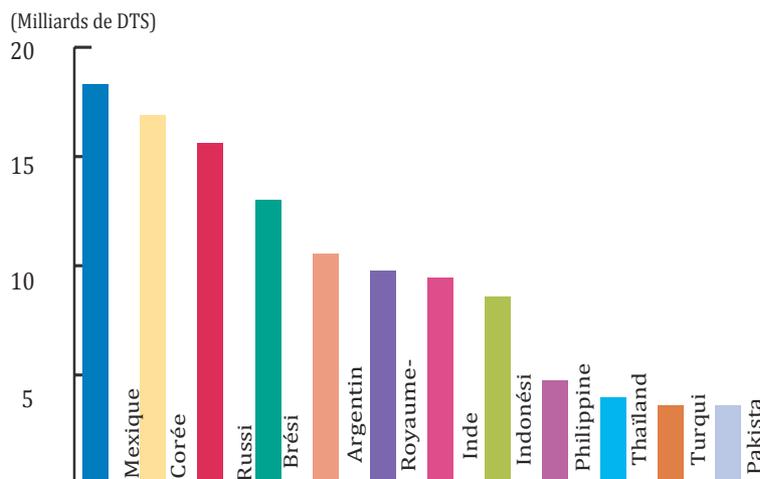
1.1. Objectifs

Le Fonds monétaire international (FMI) est une institution internationale multilatérale regroupant 185 pays, dont le rôle est de « promouvoir la coopération monétaire internationale, de garantir la stabilité financière, de faciliter les échanges internationaux, de contribuer à un niveau élevé d'emploi, à la stabilité économique et de faire reculer la pauvreté, la gestion des crises monétaires et financières. ».

1.2. Comment ? (Rôle)

Le FMI fournit aux pays qui connaissent des difficultés financières des crédits d'échéances courtes ou moyennes et sont principalement financés avec les ressources provenant de la souscription des quotes-parts des membres. Lors d'une crise financière, pour éviter qu'un pays ne fasse « défaut » (c'est-à-dire que ce pays ne puisse plus rembourser ses créanciers, voire ne plus payer ses dépenses courantes), le FMI lui prête de l'argent le temps que la confiance des agents économiques revienne. Le FMI conditionne l'obtention de prêts à la mise en place de certaines réformes économiques qui consiste à rétablir l'équilibre de la balance des paiements visant de manière générale à améliorer la gestion des finances publiques et une croissance économique équilibrée à long terme, ce qui revient en fait à exercer un contrôle sur ces Etats, cela suppose : le retrait de l'état de la vie des affaires, une plus grande intégration des économies internationales, cela passe par le programme de l'ajustement structurelle et la privatisation des progressive des compagnies nationales.

Les 12 principaux emprunteurs auprès du FMI, 1947-2000



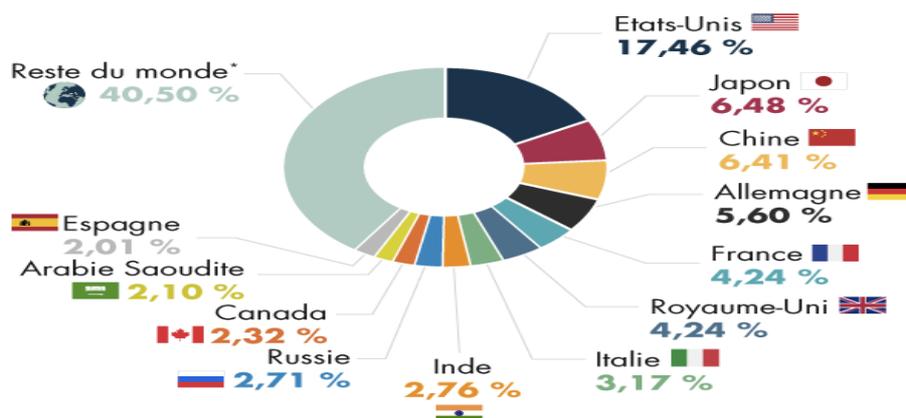
1.3. Les ressources du FMI

- il est le troisième détenteur officiel en or au monde 2827 tonnes derrière les USA (8134 tonnes) et l'Allemagne mais devant l'Italie la France et la Chine.
- doté des ressources des quotes-parts ces membres selon le poids de chaque pays ce qui leur donne le droit de vote en terme d'emprunt aux pays en difficulté (voir Fig. ci dessous).

Les dix principales quotes-parts au FMI

(En pourcentage du total des quotes-parts)

QUOTE-PARTS DES PAYS MEMBRES DU FMI EN 2019



*Les pays restant ont des quote-part inférieurs à 2 %.

Source : lafinancepourtous.com d'après FMI



2. BANQUE MONDIALE

Le système de Bretton Woods était conçu de manière complémentaire. Alors que le Fonds monétaire international devait traiter les questions de balance des paiements et assurer leur équilibre, la Banque mondiale se voyait confier la responsabilité de la reconstruction et du développement à long terme, en accordant une assistance technique et financière aux pays afin de les aider à mener certaines réformes sectorielles ou à réaliser des projets spécifiques : construction d'écoles et de centres de santé, adduction d'eau et fourniture d'électricité, lutte contre les maladies, protection de l'environnement, par exemple. Ses interventions s'inscrivent généralement dans la durée et sont financées à la fois par les contributions des pays membres et par émissions d'obligations. Les services de la Banque mondiale sont souvent spécialisés dans des domaines techniques ou secteurs déterminés.

Les limites du système de régulation actuel

L'absence de régulation

Des opérateurs financiers non bancaires ont été créés pour proposer des prêts aux ménages modestes et négocier avec les banques. Ces SIV (Structured Investment Vehicles) ont un rôle similaire à celui des banques, ils empruntent à court terme et financent à long terme, afin de créer des effets de levier. Cependant, ils ne sont pas régulés et n'ont pas vérifié la solvabilité de leurs clients.

En outre, les produits dérivés ne font pas l'objet d'une régulation, alors que celle des marchés boursiers a été renforcée. La masse monétaire et le crédit se sont donc accrus : les conditions de financement sur le marché étaient favorables à l'endettement massif des investisseurs. La régulation des taux par la Fédérale Reserve a détourné les liquidités des marchés financiers vers les marchés de crédit.

Vers une nouvelle gouvernance mondiale ?

Le FMI conserve la responsabilité d'en assurer une certaine régulation, c'est-à-dire

d'instituer dans ce domaine une « bonne gouvernance ». Mais le Fonds est lui-même une institution qui fonctionne selon ses statuts, et ses statuts n'ont guère changé depuis soixante ans. C'est pourquoi on attend de lui qu'il s'applique à lui-même les principes d'une bonne gouvernance.

On outres, Les crises financières, mais aussi des questions comme le développement des pays les plus pauvres ou encore l'émergence de problèmes qui ne peuvent être traités qu'à l'échelle mondiale (climat, santé par exemple) montrent la nécessité d'aller vers l'instauration d'un pouvoir politique international, fondé sur la coopération entre les Etats. On parle alors de la gouvernance mondiale pour gouverner de nouvelles règles de nouvelles organisations qui soient à la mesure de la mondialisation. Dans le domaine de l'économie mondiale, l'OMC représente un certain pas pour cette gouvernance. En matière monétaire et financière, les rôles du FMI et de la Banque mondiale sont aujourd'hui discutés.

Les critiques du FMI sont venues de divers courants, des conservateurs américains plaidant pour la suppression du fonds, ou du moins un recentrage aux opposants de la mondialisation qui souhaitent que le FMI, comme la banque mondiale, passent sous le contrôle des nations unies jugées plus démocratiques et que les conditionnalités liées à la libéralisation économique soient levées pour mettre en place des programmes de lutte contre la pauvreté. Une des propositions est que le FMI se désengage à terme des prêts d'ajustement structurel aux économies les plus pauvres et se concentre sur les prêts aux économies émergentes ainsi qu'à la surveillance des marchés financiers. C'est la Banque mondiale qui se consacrerait alors aux économies les plus pauvres, son aide devenant très sélective et allant aux pays les plus aptes à conduire des réformes et à mettre en œuvre de « bonnes politiques » (démocratie, lutte contre la corruption par exemple). La sélectivité remplacerait alors la conditionnalité.

Face aux crises financières, il est aujourd'hui question de revoir le rôle du prêteur en dernier ressort du FMI. Afin d'éviter le jeu de l'aléa moral, certains proposent de mettre en place une procédure de gel des paiements lorsqu'un pays ne peut plus payer. Cela permettrait de cesser d'injecter de l'argent public au gré des crises financières mais, surtout, cela obligerait les investisseurs privés à prendre leur part du fardeau car ils ne recevraient plus de remboursement d'une partie de leurs investissements lorsque survient d'une crise majeure.